



5 FÉVRIER 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **AFD, AGRICULTEURS ET ENVELOPPE POUR L'UKRAINE**

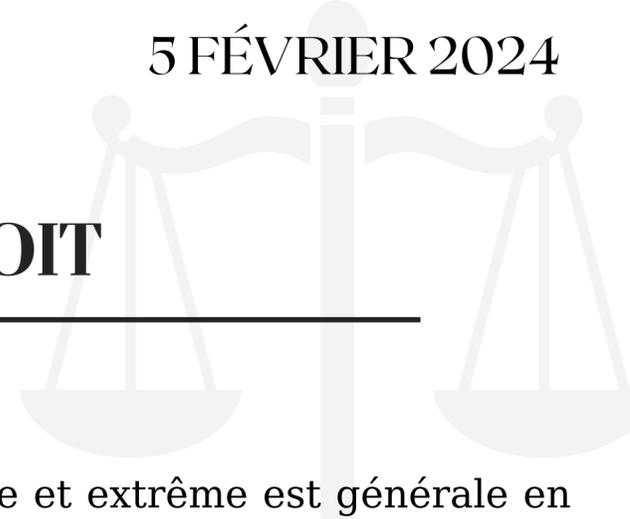
Bonne lecture!  
Elise BERNARD,  
Alexandra CHTEOUI,  
Edouard GAUDOT.

Avec la précieuse assistance de Carla BOYER et Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISI.

---



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS EUROPÉENNES

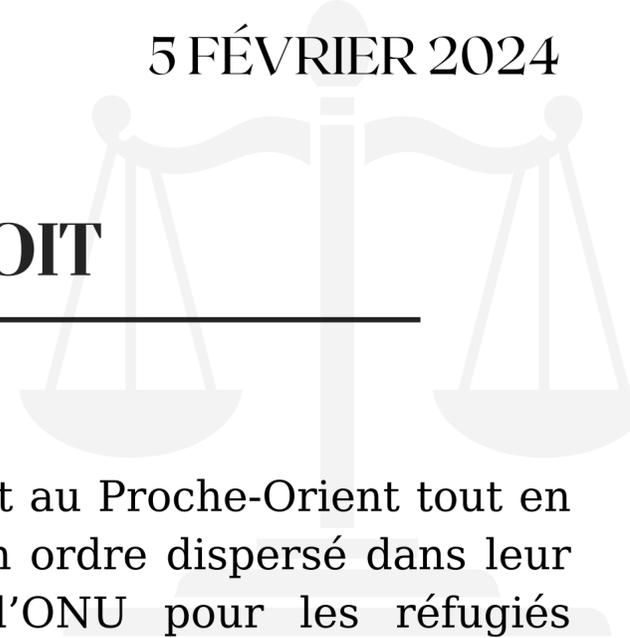
## OUPSI !

A cinq mois des élections européennes, la poussée de la droite radicale et extrême est générale en Europe (cf. [EIH 29/1/24](#) et ce dernier pointage [par Euractiv](#)). Parmi les animateurs de cette dynamique, l'extrême-droite allemande, émerge dans un paysage de plus en plus fragmenté, où la question migratoire domine les débats de façon inquiétante.

- Le parti d'extrême droite allemand AfD, de plus en plus populaire dans les sondages, est au cœur d'une d'un scandale politique.
  - Le média d'investigation Correctiv a révélé mi-janvier qu'une réunion confidentielle de membres de l'AfD avait présenté en novembre un projet d'expulsion massive de personnes étrangères et même d'origine étrangère vers l'Afrique du Nord.
    - Le projet d'expulsion a trouvé un écho particulièrement choquant au passé nazi.
    - La ministre de l'Intérieur allemande a d'ailleurs comparé la réunion à la conférence de Wannsee, où les nazis avaient planifié en 1942 l'extermination des Juifs européens.
  - Une mobilisation d'une rare ampleur (plus de 1,4 million de personnes) s'est organisée dans de nombreuses villes allemandes en réaction.
    - Cette mobilisation apparaît comme ayant été à l'origine d'une défaite électorale en Thuringe dimanche dernier de l'AfD, pourtant largement favori.
- L'AfD reste cependant en 2ème position dans les intentions de vote (autour de 22%).
  - Entré au Parlement en 2017, le parti a consolidé sa popularité ces derniers mois en raison du contexte économique difficile, du nouvel afflux de migrants dans le pays et de l'impopularité record de la coalition gouvernementale.
    - Dans les territoires de l'ex-RDA, l'AfD est particulièrement populaire, se plaçant à plus de 30% des intentions de vote dans les sondages.
  - Le parti, dont les thèses racistes, eurosceptiques et isolationnistes progressent, représente un risque pour la démocratie et pour l'économie allemandes.
  - De plus en plus de voix s'élèvent pour demander la suppression des fonds publics à l'AfD, dont certaines branches régionales sont placées sous surveillance par les services des renseignements en raison de leurs positions jugées très radicales.
- Comme un écho aux radicalisations identitaires, un parti affilié au parti AKP du président turc Recep Tayyip Erdogan, annonce qu'il se présentera aux élections européennes en Allemagne.
  - Créé en janvier 2024, le parti Dava affiche pour ambition de porter la voix des musulmans d'Europe.
    - Il se considère comme « centriste », prône la mise en place d'une politique d'asile « pragmatique » et souhaite s'opposer à l'« islamophobie ».
    - Il projette également d'ouvrir des antennes en Autriche et aux Pays-Bas, où résident d'importantes communautés turques.
  - Le seuil électoral de 5% ne s'appliquant pas aux élections européennes, le parti Dava, comme d'autres nouveaux acteurs politiques en 2019, a des chances d'obtenir une place au Parlement européen.
  - De nombreuses voix s'inquiètent d'éventuels liens du parti avec le pouvoir turc.
    - L'élection de Dava pourrait accentuer l'ingérence étrangère et l'euroscepticisme au sein du Parlement européen.
    - Les crispations autour de ce nouveau parti sont d'autant plus fortes que l'Allemagne compte une forte diaspora turque, représentant 1,6% de la population totale du pays et loin d'être opposée à l'AKP si l'on en croit les votes des dernières élections de 2023.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## UNRWA, ISRAËL, PALESTINE, TIRED EYES

Alors que l'UE cherche les moyens de peser sur l'issue du conflit au Proche-Orient tout en ménageant son soutien à Israël, ses États membres avancent en ordre dispersé dans leur réponse aux polémiques autour de l'UNRWA, Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, fondée en 1949.

- Le vendredi 26 janvier 2024, l'UNRWA annonce mener une enquête interne consécutive à des accusations israéliennes dénonçant l'implication de certains de ses membres lors de l'attaque du 7 octobre 2023.
  - Le dirigeant de l'agence assure entamer des poursuites judiciaires à l'égard des personnes concernées, pour protéger ses capacités à délivrer de l'aide humanitaire.
  - L'agence onusienne entretient des relations conflictuelles, et ce de longue date, avec les autorités israéliennes.
    - Israël accuse l'agence de « corruption » et « collusion ».
    - L'UNRWA dénonce par ailleurs des tirs israéliens sur ses installations.
- Les États-Unis ont réagi en annonçant « temporairement » bloquer tout financement à l'agence. L'Union européenne, de son côté, réclame un audit indépendant.
  - L'Italie, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne (principal donateur avec l'UE et les États-Unis) et l'Autriche ont aussi « temporairement » suspendu leurs versements. De même que la France.
    - La Norvège, la Belgique et l'Espagne maintiennent leur financement.
  - La Commission européenne décidera quant à la poursuite de son financement une fois le rapport d'audit paru, et précise qu'aucun paiement ne sera prévu avant fin février.
- L'UNRWA annonce que, sans ce financement, elle ne pourra pas poursuivre ses opérations à Gaza et aux alentours.



# GREEN DEAL

## REWATEREU

### HIGH AND DRY

L'autre crise qui menace la soutenabilité du modèle agricole européen, c'est l'eau. Confrontés aux sécheresses chroniques, cinq pays (Portugal, Chypre, Italie, Hongrie, Roumanie) se mobilisent pour proposer au Conseil une solution européenne : Rewater EU.

- La proposition propose l'optimisation des infrastructures liées à l'eau :
  - une réduction des fuites, la réutilisation de l'eau dans différents secteurs, le soutien à l'adoption de nouvelles technologies comme la désalinisation, et l'établissement d'une planification pour l'octroi de licences d'utilisation des ressources en eau en fonction de leur disponibilité réelle.
- La discussion devrait porter sur les limites inhérentes à certaines technologies.
  - C'est le cas de la désalinisation dont le coût environnemental, énergétique et financier est à long terme encore incertain.
  - La question du financement constitue aussi un réel défi.
    - La gestion des ressources hydriques pose les questions d'un juste effort des responsabilités nationales.
    - C'est d'autant plus le cas que l'implication des fonds européens est délicate à déterminer.
  - Ces propositions communes contrastent avec les solutions nationales choisies par d'autres (grands) Etats membres, comme la France ou l'Espagne.
    - La France défend d'ailleurs les solutions nationales, modulables selon les territoires.
- Le plan "RewaterEU" aborde des aspects importants et ambitieux.
  - Sa réussite dépendra de sa mise en œuvre effective, de l'équité dans la distribution des ressources et du financement adéquat.



# GREEN DEAL

## AGRICULTURE

### JACQUOU LE CROQUANT

Le malaise agricole est général à travers toute l'UE (cf. [EIH 21/1/4](#)) - et s'est transformé en éruption de colère ces dernières semaines, de Berlin à Athènes, de Madrid à Paris. Les agriculteurs européens ont convergé vers Bruxelles au moment du Conseil européen pour faire entendre leur voix et revendications.

- Les déclencheurs varient selon les contextes nationaux : plan de réduction des nitrates aux Pays Bas, fin de l'exemption fiscale sur le GNR en Allemagne ou en France, ouverture aux produits ukrainiens en Pologne, Roumanie, Slovaquie pour ne citer que ces cas.
  - Les manifestations de colère se multiplient, blocages de routes, manifestations, déversements de produits agricoles.
  - Avec le retour de cette maintenant vieille guerre fratricide entre agriculteurs français et espagnols.
- Déjà plusieurs pays sont confrontés à ces mouvements des agriculteurs.
  - En Allemagne, la suppression de subventions considérées "nuisibles au climat" déclenche la colère des agriculteurs en décembre dernier.
    - Les plus petites structures agricoles, à peine rentables, ont été particulièrement impactées.
  - En Roumanie, les agriculteurs ont particulièrement peur de la concurrence avec l'Ukraine.
  - Aux Pays-Bas, le mouvement agriculteur-citoyen BBB a émergé de la récupération politique de ce combat.
    - Il était arrivé en tête aux élections provinciales et sénatoriales néerlandaises, mais n'avait pas renouvelé son score lors des élections législatives de novembre 2023.
    - Il a aussi refusé d'entrer dans la coalition gouvernementale que G. Wilders peine à former.
- En filigrane, c'est la mobilisation de l'agro-business contre la stratégie "Farm to fork", qui n'a jamais faibli depuis les premiers textes du Green Deal (cf. [EIH 8/12/22](#)).
  - La FNSEA en France et COPA-Cogeca son équivalent au niveau européen dénoncent le pacte vert européen.
    - Ils le trouvent trop contraignant, dans un contexte d'inflation et de concurrence forte avec les importations ukrainiennes notamment.
  - Ils protestent également contre la réduction de l'usage des pesticides.
    - La question se pose de savoir si le problème n'est pas tant le *business* des pesticides, dans certains pays.
    - Leur lobbying intense a déjà permis le rejet par le Parlement du règlement SUR.
- Les réponses nationales aux révoltes agricoles ne peuvent s'affranchir d'une réponse commune et européenne.
  - La Commission a lancé une consultation publique pour recueillir les avis des citoyens et des parties concernées par l'avenir de l'agriculture européenne.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## UKRAINE, HONGRIE, DOMINO DAY

La question de l'aide à l'Ukraine revient régulièrement au menu du Conseil européen. A tel point que les journaux allemands désignaient celui de la semaine dernière comme un "Sommet Orban". En décembre dernier (cf. [EIH 18/12/23](#)) les 26 avaient réussi à contourner l'opposition de leur homologue hongrois sur les négociations d'adhésion avec l'Ukraine, mais avaient échoué sur le volet financier. Viktor Orban avait imposé son veto et a continué de s'y opposer fermement.

- Néanmoins, le conseil extraordinaire du 1er février a finalement permis une décision.
  - Le principal point à l'ordre du jour était l'adoption de la révision du cadre financier pluriannuel 2021-2027.
    - Cette révision vise à adapter les ressources de l'UE aux enjeux prioritaires des années à venir.
    - C'est en particulier le cas du soutien à l'Ukraine mais aussi celui de la mise en œuvre de la politique migratoire.
    - Cette question a pu être développée dans notre interview exclusive avec Shahin Vallée, de la DGAP.
- Le Conseil européen des Affaires étrangères a également décidé d'adopter un "régime de sanctions" contre le Hamas.
  - Ces sanctions visent à dissuader le Hamas de "poursuivre ses activités terroristes et de déstabiliser la région".
  - Les sanctions comprennent les mesures suivantes :
    - Un gel des fonds et des avoirs financiers du Hamas et de ses dirigeants dans l'UE ;
    - Une interdiction de voyager pour les dirigeants du Hamas ;
    - Une interdiction de fournir des armes ou des équipements militaires au Hamas ;
    - Une interdiction de fournir des services financiers ou économiques au Hamas.
  - La décision de l'UE a été saluée par Israël et condamnée par le Hamas, car il s'agit des plus sévères jamais imposées au mouvement palestinien.
    - Elles pourraient avoir un impact significatif sur son organisation, en limitant ses ressources et sa capacité à mener des activités militaires.
  - Le Conseil européen s'est mis d'accord pour fournir une aide financière à long terme à l'Ukraine de 50 milliards d'euros sur 4 ans.
    - Ceci comprend 33 milliards d'euros de prêts et 17 milliards d'euros de dons.
- Charles Michel, président du Conseil européen, s'est félicité de cette décision.
  - Pour obtenir ce financement, l'Ukraine doit respecter certaines contraintes.
    - Elle doit respecter la promotion des droits humains et en particulier ceux des minorités.
    - Elle doit aussi s'assurer de respecter l'État de droit et les mécanismes démocratiques.
    - Nous nous permettons de souligner que cela devrait être une évidence pour tout État candidat à l'Union européenne, mais la raison politique est ce qu'elle est.
  - Le Conseil européen a également décidé de renforcer les sanctions contre la Russie et d'accélérer le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'Union.
    - Le président ukrainien s'est réjoui de cette nouvelle aide.
- Outre les habituelles propositions pour d'éventuelles réformes du fonctionnement des votes au sein de l'UE, la question qui s'impose devant les conclusions du dernier Conseil est : "qu'a obtenu V. Orban pour lever son veto"?
  - Probablement le déblocage à terme des fonds suspendus pour procédure d'Etat de droit (la Hongrie espère encore une 20aine de milliards).
    - La procédure de conditionnalité à l'État de droit, votée en 2020, et déclenchée contre la Hongrie par la Commission, aura été une victime collatérale du conflit ukrainien.